



Conseil de la souveraineté p. 3

Pierre de Bellefeuille se demande s'il y a un parallèle entre les arts culinaires et la politique



Bombardier bombardée p. 4

Deux collaborateurs déconstruisent le discours pro-guerre de la Mario Roy du Devoir



Expropriations à Val David p. 8

Un débat orchestré par Le Couac pour mieux comprendre cette affaire controversée

# Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 6 • n° 6

Mars 2003

3,50 \$



«Goldorak, où es-tu? On a besoin de toi!»

## Un message clair aux dirigeants : Arrêter la Busherie

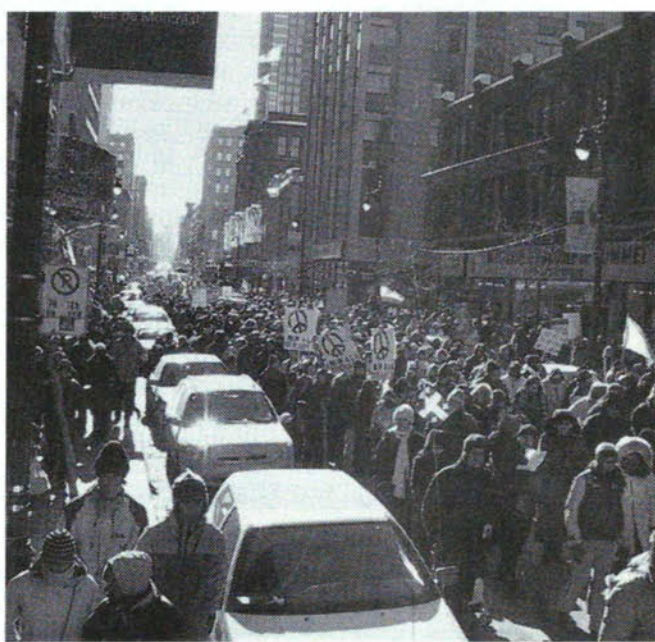
«Trouvez-y une stagiaire»

**L**E PEUPLE A PARLÉ. Sondage après sondage, près de 75 % de la population s'oppose à une guerre préventive injustifiée contre les civils irakiens, sur la base de preuves douteuses, pour ne pas dire fabriquées. Dix millions de personnes descendent dans les rues à travers le monde pour s'opposer à la guerre contre l'Irak, 150 000 à Montréal. «C'était la plus grosse manifestation de l'histoire du Québec.» (Le Devoir 17/02) Que font nos politiciens? Rien.

**Prétendre que le silence actuel du gouvernement du Québec est la preuve de l'inefficacité du fédéralisme relève de la fraude intellectuelle.**

Que signifie le mot démocratie, alors que l'on se prépare à refaire le monde à coups de bombes atomiques

démocratie, c'est le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. » Le peuple a parlé. Il est contre la guerre. À quoi bon réformer le mode de scrutin si c'est pour trouver un autre moyen d'élire une *nomenklatura* opportuniste tous les quatre ou cinq ans? À quoi bon réformer les institutions politiques si les politiciens demeurent au service des banquiers et des industriels? « Dans un exercice où on veut revaloriser la démocratie – le pouvoir des citoyens – je trouve logique et significatif que ce soit les citoyens qui disent aux partis dans quelle direction ils veulent aller », déclare Jean-Pierre Charbonneau, le ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques.



sont concernés. Ils doivent s'unir et dénoncer publiquement cette guerre au nom de la majorité de leurs citoyens qui le réclament.



en son nom, et contre la volonté du peuple? Samedi 15 février, Le Devoir publiait un cahier spécial *Démocratie*, sur la réforme de nos institutions démocratiques. Claude Béland y citait Abraham Lincoln: «La

On proposera aux électeurs d'un comté la possibilité de mettre fin au mandat d'un député qui ne leur donne pas satisfaction en signant une pétition. L'immobilisme actuel des élus face à la volonté populaire de s'opposer par tous les moyens à la guerre serait vraisemblablement un motif raisonnable de faire signer pareille pétition. La plus grosse manifestation de l'histoire du Québec s'adresse aux politiciens de cette ville, de cette province, de ce pays. S'il faut une réforme des institutions électorales pour voir les élus assumer leur rôle de représentants du peuple, c'est pathétique. Les manifestations contre la guerre au Québec ne s'adressent pas à George Bush & Cie, mais à Jean Chrétien, Bernard Landry, Gérald Tremblay, et aussi à Paul Martin, Mario Dumont, Jean Charest, comme à tous les élus du Québec. Tous les niveaux de gouvernements de ce pays

La plus grosse manifestation de l'histoire du Québec et le message passe dans le vide. Le silence du gouvernement du Québec doit-il être considéré comme une forme de mollesse, ou de lâcheté? Comment devons-nous interpréter cette tentative douteuse de récupération politique? Bernard Landry déclare: «Les manifestations prouvent [...] que les Québécois forment une nation, et que cette nation doit accéder aux instances

JACQUES BOUCHARD  
Suite à la page 4

## La cervelle de Bernard Landry?

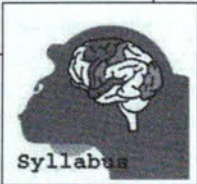
«**S**I LES OISEAUX, avec la cervelle qu'ils ont, nourrissent leurs enfants le matin, comment se fait-il qu'il y ait encore du monde qui ne nourrissent pas leurs enfants? Se peut-il qu'il s'agisse d'un problème de société? Si c'est un problème d'argent, il faut le régler.» Les médias ont tiré à boulets rouges sur la première partie de cette déclaration sans toutefois se demander si le fondement de son énoncé ou le reste de ce que Bernard Landry a avancé avait du sens ou non.

Un brin de culture ornithologique lui aurait fait remarquer que les oiseaux nourrissent leurs petits (et non leurs enfants) tout au long de la journée. En ce sens, les humains ressemblent un peu aux oiseaux mais attention, la comparaison risque peu d'aller plus loin. Les oiseaux ne sont pas trop familiers avec l'exploitation par le travail au salaire minimum, l'indécence du BS et le revenu de crève-faim de l'assurance-chômage, aut de conditions imposées et généralement connues d'un homme à la tête d'un gouvernement. Comme si cela ne suffisait pas, un cerveau le moins réflexif peut facilement comprendre qu'en-

tre des oiseaux et des humains, un bon nombre de besoins doivent être comblés,

**Si la cervelle de Bernard Landry existait vraiment, on peut légitimement penser qu'elle se serait sauvée en courant...**

principalement avec les maigres moyens financiers que certains ménages détiennent: le loyer, le chauffage et les vêtements, qui représentent des dépenses appréciables au Québec en hiver, ne sont que trois exemples qui ont l'air d'avoir



Syllabus

Heureusement pour eux, les oiseaux ne connaissent pas la crise du logement.

Pire encore, lorsqu'un premier ministre se demande si le fait de ne pas pouvoir nourrir ses enfants tient d'un «problème de société» ou d'un «problème d'argent», on est droit de se demander si le cerveau d'un tel homme possède les caractéristiques lui permettant de fonctionner selon les normes connues à ce jour. Peut-être pense-t-il que des parents pauvres aiment bien passer leur temps libre à contempler le comportement de leurs enfants affamés? Ou peut-être qu'une personne n'ayant jamais rencontré cette étrange bestiole qu'est un pauvre ne peut tout simplement pas développer le coin de matière grise nécessaire pour comprendre ce phénomène des plus surprenants dans une société si éthiquement capitaliste que la nôtre?

Quoi qu'il en soit, si la cervelle de Bernard Landry existait vraiment, on peut légitimement penser qu'elle se serait sauvée en courant ou qu'elle aurait participé à la fuite des cerveaux en entendant les propos de son propriétaire.

MARTIN PETIT  
rumba@cam.org

**LES PAUVRES N'ONT QU'À NOURRIR LEURS PETITS COMME LES OISEAUX...**



échappé à notre cher Monsieur Landry. Peut-être n'a-t-il pas observé ce fait des plus intrigants mais les propriétaires d'arbres de nos contrées ne s'acharnent pas très souvent contre les oiseaux qui ne paient pas leur loyer à cause de leur manque de ressources financières...

## Armes de destruction massive

Les policiers de la brigade antiterroriste de la GRC ont perquisitionné les bureaux de la compagnie Catelli. Les policiers ont saisi la recette secrète de la sauce *Explosion de Basilic et de Tomates*. Un des officiers, qui a refusé d'être identifié, a confié à notre journaliste que les experts en armes de destruction massive des laboratoires scientifiques de la police vont faire une analyse approfondie de ladite recette, afin de s'assurer qu'aucun des ingrédients entrant dans sa composition ne menace la sécurité publique.



## Rumeur Canukistan

Pour faire la lumière sur l'affaire du travail d'étudiant plagié par ses services secrets, Tony Blair aurait commandé un rapport à Groupaction.

Le Canada devrait nationaliser le pétrole, dit le prof Lauzon (La Presse 29-1). C'est la quasi assurance de se retrouver dans l'axe du mal.



## Merde à notre cofondateur

Le Devoir annonçait le 1<sup>er</sup> février la nomination de Jean-François Nadeau à la tête de ses pages culturelles, en énumérant les réalisations de Nadeau dans une vie jusqu'ici bien remplie. Qu'on me permette cependant de corriger une omission étonnante de la part de la direction du Devoir: ensemble, en 1997, Jean-François et moi avons fondé *Le Couac*, seul journal satirique au Québec. Cofondateur, Jean-François a en outre exercé la fonction de rédacteur en chef. Depuis quelques mois, en l'absence de Nadeau, vous aurez cependant noté que cette direction était assurée de façon conjointe.

Nos félicitations au camarade Nadeau!

PIERRE DE BELLEFEUILLE



## Course à la chefferie du PLC

L'avance de Paul Martin triple suite à l'annonce de la candidature de Sheila Copps.

## La Grosse Presse Compressée

« Bordeaux n'est pas la seule prison vétuste » (27-01). En effet, « Plus de la moitié des travailleurs canadiens malheureux au travail » (28-01).

## Lisez Le Couac, le journal que Mario Roy interdit à ses enfants

### On s'en fout

Patrice Brisebois se paie un long week-end à Paris sans avertir ses patrons et provoque un scandale. Il demande à être échangé, mais son salaire est trop élevé.

Jean Charest revient lui aussi de Paris. Il ne nous avait pas avertis, sinon on lui aurait dit de prendre son temps avant de revenir. On voudrait bien l'échanger, mais personne n'en veut, même qu'à Paris il n'a pas eu d'invitation officielle.

### Camelots

Le Couac se cherche des camelots. Vendez le journal quelques heures par jour (à l'heure de pointe) aux stations de métro Berri, Mont-Royal, Guy ou Côte-des-Neiges. Pour informations: 514-596-1017 ou www.lecouac.org

## PLOGUES

### Projection d'un film sur le Canard Enchaîné



Le Canard Enchaîné est un des titres les plus anciens de la presse française. En plus d'un style d'écriture – et de dessins – reconnaissable entre mille, on ne compte plus les affaires qu'il a dévoilées, allant même jusqu'à mettre fin à de splendides carrières politiques...

Voilà pourquoi c'est un honneur pour Le Couac de s'associer à 7<sup>e</sup> Art Distribution pour vous présenter *La mare au canard*, le long métrage documentaire d'Alain Dhenaut qui relate l'histoire de cet hebdo légendaire.

La projection aura lieu à la salle O PATROVYS au 356 Mont-Royal Est à Montréal (juste en haut du bar Bily Kun) le lundi 17 mars à 20h00. ADMISSION 5.00\$ Info: 7art@sympatico.ca

### Échangisme livresque

Flirtez dangereusement en offrant un bouquin percutant de votre choix aux lecteurs et lectrices de rue du BIBLIO-VÉLO. Contribuez à enrichir leurs rêves et leurs révoltes et en retour nous vous offrons un exemplaire de notre abécédaire (couverture sérigraphiée et 40 pages d'entrées et d'illustrations éclatées) dans la mesure de nos 60 exemplaires disponibles.



Pour donner une poussée toute personnelle aux remorques du BIBLIO-VÉLO, laissez votre nom et numéro de téléphone à l'adresse électronique suivante: bibliovelo@altern.org

### Le nouveau Guide des produits avec et sans OGM

Cette édition en couleur recense plus de 1200 produits comprenant une section spéciale sur les risques des OGM pour la santé des bébés et des jeunes enfants. Et, aux marques maison de la chaîne Loblaws (Provigo et Maxi) s'ajoutent celles de la chaîne Métro (Super C). Ensemble, ces deux chaînes représentent 75 % du commerce des aliments au Québec.

On peut télécharger le guide à partir du site Internet de Greenpeace (www.greenpeace.ca, version pdf) ou le commander par téléphone au 1 800 320-7183 ou par courriel: gp.members@yto.greenpeace.ca Un don de 2 \$ est suggéré pour couvrir les frais de production et les frais postaux.

### Radiothon 2003 CISM

Du 5 au 9 mars, synthonisez CISM (89,3 fm) pour appuyer la station des étudiants de Université de Montréal. Des Couacquistes feront des apparitions surprise pour parler de la concentration des médias, de la presse indépendante au Québec et de la situation du Couac. Pour la programmation: www.cismfm.qc.ca. Pour donner (généreusement): 343-7511 ou par courriel électronique au cism@cam.org.

### SUPPORTEZ LA PRESSE INDÉPENDANTE! ABONNEZ-VOUS!

La presse indépendante est sur les dents! Elle a décidé de s'unir pour mieux résister à l'hégémonie de la presse commerciale. N'attendez pas que les poules aient des dents et abonnez-vous à un second, voire à un troisième journal indépendant! Ils ont tous une dent contre la bêtise et se complètent si bien...

Un magazine bimestriel... pour se faire les dents.

<b>RECTU</b>	<input type="checkbox"/> Groupe populaire:	25 \$
<b>VERSO</b>	<input type="checkbox"/> Individu:	20 \$
	<input type="checkbox"/> Institutionnel:	25 \$
	<input type="checkbox"/> Soutien:	32 \$
	<input type="checkbox"/> Étudiant ou sans emploi:	15 \$
	<input type="checkbox"/> À l'étranger:	<input type="checkbox"/> Individu: 30 \$ <input type="checkbox"/> Institutionnel: 40 \$

Nom \_\_\_\_\_ Faire parvenir votre chèque  
 Adresse \_\_\_\_\_ ou mandat poste à:  
 \_\_\_\_\_ **Revue Vie Ouvrière inc.**  
 Code postal \_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_ 1215, rue Visitation, bureau 101  
 Courriel \_\_\_\_\_  Paiement inclus Montréal (Québec) H2L 3B5

VOUS NE PAYEZ QUE LES FRAIS DE POSTE ET DE MANUTENTION (toutes taxes incluses)

## POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 521-5499

Par la poste: Le Couac

CP. 129 Succ. de Lorimier, MONTRÉAL (Québec) H2H 2N6

Adressez votre chèque à: Le Couac.



- Abonnement d'un an: 30,42\$ + taxes = **35,00\$**
- Abonnement de deux ans: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 225,98\$ + taxes = **260,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger: 43,46\$ + taxes = **50,00\$**

Nom \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_  
 Code postal \_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_  
 Courriel \_\_\_\_\_

## COURRIER DES LECTEURS

### Pensez-y deux fois avant de déménager

Comme beaucoup d'autres Montréalais, j'ai reçu dernièrement par la poste un dépliant, émis par le gouvernement du Québec, demandant aux personnes vivant à loyer d'y penser deux fois avant de déménager. Ce qu'on ne mentionne pas dans ce dépliant, c'est qu'il faut parfois une grande force d'âme pour résister à l'arrogance et à l'agressivité de certains propriétaires. Il ne mentionne pas non plus les menaces que ces derniers brandissent sans scrupules afin de s'assurer des revenus supplémentaires au détriment de gens ayant des moyens financiers restreints et ne sachant souvent pas comment défendre leurs droits. Ouand donc dénonçons-nous ces méthodes dignes de la Mafia? Attendrons-nous de voir de plus en plus de gens jetés à la rue comme c'est arrivé à Toronto et dans plusieurs grandes villes américaines suite à une flambée des prix du logements?

Il y a quelques mois, le Conseil du patronat niait qu'il y ait une crise du logement à Montréal. Bien sûr Messieurs, qu'il y a de quoi se loger: des quatre et demi à 700 ou 1000 dollars par mois, il y en a à foison. Aucun problème pour ceux qui ont les moyens de se les payer! Mais qu'en est-il des autres?

Je crois qu'il est temps que les médias cessent de se contenter de survoler le sujet en ne faisant que mentionner que les appartements sont plus difficiles à trouver qu'avant. La situation est bien plus grave et mérite qu'on la traite plus en profondeur.

Annick B., Montréal

### REER Canadien ou rien

Il y a une semaine, j'ai dit à mon courtier: « pas d'actions américaines dans mon REÉR cette année », comme il y a deux ans, je lui avais dit: « plus d'actions de compagnies de tabac dans mes fonds communs »...

Si quelques dizaines de milliers de Canadiens posaient le même geste, les ploutocrates États-Uniens vont recevoir un message là où ça leur fait mal: la guerre est une stratégie inacceptable pour relancer leur médiocre économie basée sur le gaspillage d'essence, la malbouffe, l'armement, un développement sans vision des NTIC, l'imbécilité et l'irresponsabilité des industries culturelles, l'exploitation des ressources naturelles des peuples en développement, une société fondée sur l'exclusion raciste, le soutien à l'apartheid sioniste, et tout ce que vous savez de leur arrogance et de leur ignorance érigées en vertu.

Passez le message et gagnons la paix. Merci.

Michel Tanguay, scénariste, Montréal

### À qui le bacon?

Dans mon village, il y a une dame qui a décidé de se tenir debout devant une porcherie qui en fait pas mal trop au goût de bien du monde et devant la municipalité qui refuse d'appliquer les règlements. La madame, elle n'en pouvait plus des odeurs à faire vomir. Même le ministère de l'Environnement a donné des amendes à M. Por-

cherie. Faut croire que ça coûte moins cher de les payer que d'intervenir pour ne pas polluer. Après plusieurs plaintes à la municipalité, la madame a inscrit la cause au Fonds d'aide aux recours collectifs. Le dossier fait son chemin. C'est un recours contre la municipalité et la Porcherie pour atteinte à la qualité de vie, quelque chose du genre.

Dans mon village, il y a aussi un maire qui nous prend pour des cons, il vient de nous envoyer une lettre avec notre compte de taxes pour nous signaler qu'« advenant une condamnation de la municipalité à la suite du procès, ce sont les contribuables de la municipalité qui devraient en défrayer le montant, sujet à la couverture d'assurance-responsabilité détenue par la municipalité ». Et de conclure « En tant que conseil municipal, nous ne pouvons que déplorer cette situation. »

En d'autres mots, ça veut dire: « On est coupable, on ne veut rien faire contre cette pollution-là pis fermez vos gueules parce que votre compte de taxes va augmenter et M. Porcherie va faire moins d'argent.

François Chalifour, Saint-Didace

### Écrivez-nous!

Le Couac publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon (texte@lecouac.org) Sinon une disquette par courrier postal: Le Couac, CP. 129 Succ. de Lorimier, Montréal (Québec) H2H 2N6. Télécopieur: (514) 521-5599.

## Le Couac

c.p. 129 succ. de Lorimier, Montréal, Québec, H2H 1V0  
Téléphone : (514) 521-5499  
Télécopieur : (514) 521-5599



Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

Rédacteurs en chef: Bruno Dubuc, David Ledoyen

Collaborateurs: Pierre de Bellefeuille, Jacques Bouchard, Jean-René David, Bruno Dubuc, Michel Goudreau, Clôde de Guise, David Ledoyen, Michelle Loslier, Pat Morency, François Patenaude, Martin Petit, Jean-Philippe Pleau, Aude Ribis, Michel Rioux, Anne Sarazin, Marco Silvestro, Pierre Vadeboncoeur, Ramon Vitesse.

Illustrations: Boris, Charb, Filio, Le Fou du Village, Luc Giard, Honoré, Julie Lemieux, Luz, Matt Mahlen, Serge Ferrand, Richard Suicide, Ramon Vitesse.

Graphisme: France Mercier

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* et *Le Rire* (France) et *Le Journal du Jeudi* (Burkina Faso) pour leur collaboration.

Abonnement et publicité: David Ledoyen au (514) 521-5499  
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369  
Imprimé au Québec

# La meilleure nouvelle de l'hiver

**F**ORCÉMENT, le rude hiver que nous devons traverser avant d'atteindre ces saisons où coulent le lait et le miel ne pouvait pas n'apporter que de mauvaises nouvelles. Depuis quelques jours, les motifs de réjouissance se multiplient, rendant davantage supportables ces celsius placés sur notre route pour nourrir chez certains un masochisme qui n'oserait autrement s'exprimer.



« Il n'est jamais trop tard pour s'éloigner de ces personnages comme Yvon Cyrenne, qu'il n'est jamais trop bon de fréquenter trop longtemps. »

Il y a, bien entendu, ces manifestations planétaires dans lesquelles le monde ordinaire crie son désaccord face aux manipulations de l'opinion et à la désinformation qui sont actuellement le fait des forces de l'ombre étatsuniennes. À croire que de Madrid à Londres, en passant par Berlin et Montréal, on ait tous entendu cette phrase de Ti-Cul Lachance dans la chanson de Gilles Vigneault: *Tu penses qu'on s'en aperçoit pas?* Ce qui se passe un peu partout nous réconcilie avec la nature humaine.

Mais il y a un autre fait qui est venu réchauffer l'atmosphère au beau milieu de ce dur hiver: l'annonce du fiscaliste Yvon Cyrenne!

Il y avait longtemps que le PQ n'avait pas entendu semblable musique à ses oreilles. Yvon Cyrenne, dégoûté du virage à gauche du PQ depuis que Bernard Landry, qu'il accuse quasiment de trahison, est devenu premier ministre, claqué la porte, annonce qu'il retire son appui à ce parti et s'en va rejoindre les rangs de l'extrême droite de Mario Dumont. Quelle bonne nouvelle que celle-là! De savoir que ce mal engueulé plus néolibéral que Milton Friedman lui-même, que ce défenseur des riches et des puissants qui s'est toujours davantage acharné sur les plus démunis que ne l'a jamais fait le grand ami de Lucien Bouchard, Mike Harris, que ce pourfen-

deur comme personne du modèle québécois — qui ménage quand même un fragile filet de sécurité aux moins bien nantis — pensait nous faire de la peine en annonçant sa défection, c'est mal nous connaître.

Il devenait en effet de plus en plus inconvenant de savoir que ce matamore, qui en est au tu et à toi avec Durivage à la radio radio-canadienne, créchait toujours dans la mouvance d'un parti encore officiellement social-démocrate. Passe encore qu'un parti comme le PQ en soit un de coalition, comme on dit. Mais il y a toujours bien des limites à continuer de fréquenter des gens aussi peu fréquentables. Ça finit par sentir, cette odeur qui se dégage de certains cerveaux. Et si on n'y prend garde, ça finit par nous gagner, cette odeur... Et essayez de vous en détacher, quand elle s'incruste dans vos vêtements!

Rappel d'une anecdote. En février 1996, à l'époque où l'harmonie régnait davantage entre Cyrenne et Landry, le nouvel adhérent adéquiste

s'était lancé en Conseil national dans un éloge des paradis fiscaux, dont ses riches clients tiraient largement profit grâce à ses soins. « Les paradis fiscaux que j'ai vus étaient des enfers pour leurs citoyens! », avait répliqué Louise Harel au micro.

Que Bernard Landry ait mis le feu au cul du fiscaliste en s'engageant dans un virage à gauche, ainsi qu'il le lui reprochait dans une lettre publiée en novembre dernier, cela devrait être de nature à lui attirer des compliments, à Bernard Landry. Il n'est jamais trop tard pour s'éloigner de ces personnages comme Yvon Cyrenne, qu'il n'est jamais trop bon de fréquenter trop longtemps. Car si le PQ s'est retrouvé dans des profondeurs abyssales en termes de satisfaction dans la population, c'est pour avoir prêté une oreille trop attentive à ces charmeurs de serpents qui font la promotion de leurs clients en préconisant la baisse des impôts des riches, la privatisation du système de santé, les saignées dans les effectifs de la fonction publique, les bons d'éducation et autres mesures propres à satisfaire ceux qui ont des moyens.

Quel beau petit couple il va former à l'ADO, le Cyrenne, avec une Diane Bellemare fraîchement arrivée là avec un nouveau paradigme dans son sac Gucci.

MICHEL RIOUX

## La chasse aux piétons: enfin de nouvelles armes

**M**ALGRÉ LA PUISSANCE et l'efficacité accrue des armes modernes, les chasseurs de piétons sont confrontés depuis quelques années à une réduction du nombre de proies rapportées. Pour contrer ce déclin, attribuable en partie au déclin de la marche comme moyen de transport, le gouvernement québécois a décrété qu'à partir du 13 avril les conducteurs pourront tourner à droite au feu rouge. Enfin.

Prudents, les chasseurs ont initialement tenté de masquer le but inavouable du virage à droite (VDFR) derrière deux prétendus bénéfiques malheureusement trop peu crédibles. Des experts de l'Université de Montréal, mandatés par le ministère des Transports (MTO), ont confirmé le bon sens: l'économie d'essence obtenue par le VDFR est aussi insignifiante que la quinzaine de secondes gagnée chaque jour par l'automobiliste. Heureusement, l'argumentation a rapidement touché la fierté des Québécois, qui s'estiment capables de rejoindre la culture phare états-unienne, représentée par les armes et l'automobile.

La population, particulièrement les victimes potentielles, n'apprécie pas toujours l'attrait principal du VDFR: faire fi des feux de signalisation, des signaux pour piétons et des passages piétonniers. Ces mesures destinées à protéger les piétons ne résistent pas au VDFR. Le projet pilote québécois a même confirmé que l'efficacité du VDFR s'étend aux intersections où il est interdit, puisque les chasseurs ont l'intelligence de généraliser leurs comportements.

Soucieux d'offrir l'égalité des chances, le MTO sensibilisera ce printemps l'ensemble de la population aux nouvelles règles du jeu. Ainsi, les pauvres ne possédant pas d'automobile, les enfants sans expérience et les vieux qui traversent les rues plus lentement auront préalablement été informés. À ces cibles privilégiées s'ajouteront désormais les personnes aveugles puisque les professionnels nous ont assurés

qu'ils perdraient leurs repères pour traverser les rues.

Au niveau provincial, le MTO n'a pas tenu de consultation, jugeant que la population était déjà suffisamment informée et consentante. Il semble toutefois que les subtilités de la chasse aux piétons soient moins bien comprises ou acceptées à Montréal. Lors des audiences publiques montréalaises, les élus municipaux ont eu la surprise d'être confrontés à l'unanimité des avis... contre le VDFR! Pourtant, Montréal est l'endroit au Québec où ce sport y est pratiqué avec le plus de succès: selon les statistiques de la SAAQ, un total de 1692 piétons ont été percutés par un véhicule en 2001 sur l'île de Montréal.

À la suite des audiences publiques, l'automne dernier, plusieurs journalistes montréalais étaient un peu confus et ont rapporté certains inconvénients appréhendés du virage à droite. Lysiane Gagnon, de *La Presse*, ignorant sans doute les bienfaits du sport sur la santé, a même eu l'audace de demander au MTO d'y renoncer sur l'ensemble du territoire québécois! Heureusement, à l'approche du 13 avril, date inéluctable, ces errements cèdent progressivement la place aux enseignements du ministère des Transports sur la manière d'implanter cette règle excitante. L'autorisation du virage à droite aux feux rouges ramènera un peu d'adrénaline dans la conduite automobile, devenue monotone en milieu urbain.

Bien sûr, de nombreux irréductibles doutent encore du plaisir viril total de la chasse aux piétons; ils devraient penser à la jouissance de l'accélération subite et fouguese aux feux jaunes, au plaisir ambigu que procurent les pas hésitants et les regards apeurés de la masse anonyme regroupée aux intersections. Tout le monde devrait essayer ce sport passionnant, même les pauvres, en se louant une voiture le cas échéant. Vive le virage à droite!

PAT MORENCY

### Le soufflé n'a pas levé

## Y a-t-il un parallèle entre les arts culinaires et la politique?

**O**N ENSEIGNE à l'apprenti cuisinier la recette du soufflé. Rien de très sorcier, mais on rate le soufflé si l'on enfreint une règle très simple: ne jamais ouvrir la porte du four pendant la cuisson, sinon l'afflux d'air froid fera s'affaisser le soufflé.

Mettre sur pied le conseil de la souveraineté, c'est comme mitonner un soufflé.

Il s'agit de réunir des militants et des penseurs de la souveraineté, libres d'attaches, pour promouvoir sur le terrain l'indépendance du Québec, dans une action non partisane.

On a ouvert la porte du four. Le Parti québécois s'y est engouffré, semant un quart de million de dollars, suivi du Bloc québécois plus radin. Le soufflé s'est effondré.

Le conseil de la souveraineté est donc mal parti. C'était pourtant une bonne idée. Après s'être fait tirer l'oreille, le premier ministre Bernard Landry avait finalement consenti à relancer ce projet qui avait d'abord été imaginé par Jacques Parizeau. Mais l'hégémonisme du PQ a prévalu et le conseil ne pourra pas voler de ses propres ailes.

Pourquoi M. Landry se faisait-il tirer l'oreille? L'idée de puiser dans les fonds publics — modestement, bien entendu — pour financer ce conseil lui inspirait de ridicules scrupules jésuitiques. Il me semble pourtant que lorsque le peuple porte le PQ au pouvoir, il lui donne le mandat d'appliquer son programme, ce qui comporte la promotion de la souveraineté. Ne renonçant pas à ses scrupules, Landry a eu l'idée de permettre au conseil de se financer par l'émission de reçus d'impôt.

Mais ce n'est pas ce qui se passe. Le PQ a avancé un quart de million. On nous dit que le Bloc québécois puisera aussi dans ses poches, en échange de quoi chacun de ces deux partis pourra déléguer deux représentants dans les instances du conseil, seuls organismes à jouir de ce privilège, étant donné que les autres membres ne le seront qu'à titre individuel. L'idée du conseil est donc faussée dès le départ.

**L'Union des forces progressistes (UFP) ne jouira pas des mêmes privilèges que le PQ et le Bloc, sous prétexte qu'elle n'a pas de députés.**

Parmi les décisions déjà prises par les instances du conseil, deux au moins prêtent le flanc à la plus vive critique. En premier lieu, l'Union des forces progressistes (UFP) ne jouira pas des mêmes privilèges que le PQ et le Bloc, sous prétexte qu'elle n'a pas de députés. Cette discrimination est non seulement grossière, elle est carrément stupide, étant donné qu'on trouve à l'UFP de nombreux indépendantistes désabusés des autres partis, chez qui le conseil aurait pu raviver la flamme.

Et puis, on a choisi comme président Gérald Larose, dont le rapport sur la question de la langue, inspiré par un bonnetentisme très *politically correct*, a littéralement paralysé le gouvernement Landry sur l'un des enjeux les plus vitaux de la question nationale. Pourquoi n'a-t-on pas choisi un indépendantiste qui a fait ses preuves, par exemple Jacques Parizeau?

Un soufflé raté se mange sans plaisir.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

## Hymne national québécois

Récemment formé, le Conseil de la souveraineté se penchera sur l'idée d'un hymne national québécois. À cet égard, l'Associated Press révélait ces jours-ci que le président du Conseil, l'ex-syndicaliste Gerald de Larose, songeait à recourir aux services d'Éric Lapointe, le célèbre chanteur-rocker-comédien-massacreur-de-touines-de-Desjardins. Une première version de travail aurait déjà été présentée par l'artiste engagé et aurait pour titre provisoire « Cœur de saulverain ». La musique devrait être signée Angèle Dubault et Gabrielle Des Troismaisons.

LE CITOYEN UNTEL

### Gratte et renifle

Grattez le canard ci-contre, puis humez-le. Il est garanti sentir *Le Couac* véritable et non le nouveau parfum de Céline Daillonne.



### Ding dong!

Les statistiques révélant que les immigrants travaillent de moins en moins en français au Québec sont particulièrement alarmantes. Même la ministre responsable de l'application de la Charte, Diane Lemieux, s'est dite « sonnée » par ces chiffres. On tient enfin la preuve qu'elle est une cloche.

### N'importe quoi...

La motoneige a fait six morts au Québec la fin de semaine des 15-16 février. Le premier ministre Bernard Landry rappelle que c'est un mort de moins que lors de l'explosion de la navette *Columbia*, ce qui prouve ainsi la très grande sécurité du programme spatial québécois...



**MUSIRONIE**  
samedi 17h  
101,5 FM

## Arrêter la Busherie

(Suite de la page 1)

internationales. [...] la conclusion, c'est que le Québec doit devenir indépendant». (Le Devoir 17/02) C'est à la fois de la récupération

**«Bush: homme de destruction massive.»**

politique et de la pollution intellectuelle. Pour l'instant, le Québec est une

province qui compte le quart de la population du Canada. Si son gouvernement n'a pas accès aux Nations unies, il a bien accès au gouvernement fédéral, et le premier ministre n'a pas l'habitude de se retenir pour exprimer son opposition aux décisions d'Ottawa qui lui déplaisent. Prétendre que le silence actuel du gouvernement du Québec est la preuve de l'inefficacité du fédéralisme relève de la fraude intellectuelle.

On a bien vu Louise Beaudoin, la ministre d'État aux Relations internationales, ministre responsable de la francophonie et ministre responsable de l'Observatoire québécois de la mondialisation (ouf!), faire une apparition éclair à RDI pour tenter de sauver la chèvre et le chou. Madame la ministre a glissé timidement que le caucus a donné le feu vert aux élus désirant manifester à titre personnel. Louise Beaudoin à Montréal et Agnès Maltais à Québec ont donc représenté officieusement le gouvernement. *Big deal!* Le peuple marche, c'est le seul moyen dont il dispose pour exprimer sa volonté. Que Louise Beaudoin marche en tant que citoyenne, c'est super.

Que Louise Beaudoin marche en catimini au nom du gouvernement du Québec en mettant son statut de ministre de la mondialisation sur la tablette pour l'occasion, et que sa participation à cette marche soit l'unique manifestation officielle de son gouvernement, c'est pitoyable. On comprendra que les

**«Bush, la Vieille Europe t'emmerde, et la Nouvelle-France aussi.»**

gouvernements par prudence n'aient pas voulu s'impliquer dans une manifestation dont ils ne connaissent pas à l'avance le résultat. Mais une fois l'événement terminé, le peuple a parlé, les politiciens doivent prendre acte de sa volonté et agir en conséquence.

Nous nous dirigeons vers une guerre qui risque de dégénérer en guerre mondiale, le temps n'est pas à la politique partisane mais à l'action politique. Le peuple réclame la paix. Le gouvernement du Québec doit donc s'opposer farouchement à cette guerre. Une

**«Why not bomb Alberta? They've got oil too...»**

déclaration de guerre est un événement exceptionnel qui exige des mesures exceptionnelles. La volonté du peuple, ce principe

de base de la démocratie, devrait être une raison suffisante pour convoquer d'urgence le gouvernement et proposer à l'Assemblée nationale une motion condamnant cette guerre à l'intention du gouvernement fédéral. Les membres de l'assemblée devraient être libres de voter selon leur conscience, au nom de leurs électeurs. Le gouvernement du Québec doit faire valoir officiellement la volonté de la nation québécoise, s'il veut rétablir le lien de confiance entre les citoyens et les institutions démocratiques. Si cette guerre a lieu au nom de la démocratie, elle sera la preuve par l'absurde que notre démocratie n'est pas fonctionnelle.

L'imputabilité commence aujourd'hui. Les élections approchent: votez pour les candidats qui auront eu le courage politique de s'opposer publiquement à cette guerre et de réclamer l'action du gouvernement. Marcher incognito quand on est ministre de la mondialisation du commerce et de la guerre, ce n'est pas suffisant. Voilà encore une belle occasion ratée de réintégrer les électeurs de gauche dans les rangs du Parti Québécois.

## C'est la faute au 11 septembre (pour de vrai)

**A** PRÈS QUE tout le monde se fut servi du 11 septembre pour justifier tout, rien et le reste, voilà un énième méfait attribué à la chute des Tours de Bébélles: la compagnie ADF, de Terrebonne, spécialisée dans la fabrication des 50 premiers étages d'immeubles qui en comportent généralement plusieurs autres, constate un rétrécissement draconien de son marché. On se demande bien pourquoi: l'investisseur étant un être si sensible qu'il réagit au moindre pet de souris (c'est comme un réflexe), une déflagration comme celle-là l'a refroidi d'investir dans le monument phallique vertical en acier pour un petit bout de temps. ADF vient d'ailleurs de perdre un procès qu'elle avait intenté à un entrepreneur de la Floride qui avait annulé intempestivement un contrat.

Ce qu'il y a de moins drôle, c'est que la compagnie se trouve dans l'obligation de mettre à pied temporairement (sic) autour de 200 travailleurs à son usine de Lachine (connue jusqu'en 1998 sous le nom de Dominion Bridge, les constructeurs du pont Mercier, entre autres), fraîchement acquise par ADF, une ancienne entreprise familiale toujours contrôlée par la famille et qualifiée par l'ancienne direction des ressources humaines de paternaliste et «d'antisyndicale».

Ce qui est encore moins drôle, c'est que le Fonds de solidarité de la FTQ, celui-là même

qui devait relancer l'économie québécoise et qui déclarait dernièrement des rendements négatifs, détient un peu moins de la moitié des parts de l'usine de Lachine, c'est-à-dire aucun contrôle sur les opérations courantes de l'usine, et encore moins de contrôle sur le CA du Groupe ADF dans lequel le Fonds a aussi investi à la hauteur d'à peu près 20%.

Y'a pas que la SGF qui a vu gros avec Quebecor et des conneries comme Montréal Mode. Le Fonds de la FTQ aussi s'est pris pour un «donneur d'ordre». Pourtant son mandat concerne surtout les PME et le voilà qui veut se mettre à construire des buildings (alors que la FTQ a mis 10 ans à construire son propre siège social, boulevard Métropolitain!). De plus, comme le Fonds ne veut pas se retrouver devant le paradoxe dit «de Mario Lemieux», c'est-à-dire être à la fois employé et patron, il ne détient jamais plus de la moitié des parts et ne peut ainsi qu'exercer un contrôle relatif sur les entreprises dans lesquelles il investit.

Comme quoi y'a vraiment plusieurs façons de se faire fourrer.

LE COUAC DINNER

(Toujours au chômage, mais qui mange du Biological Cheese Dinner de President's Choice à 3,49\$ la boîte. Garanti sans fromage)

**ABONNEZ-VOUS!**  
www.lecouac.org



## La violence diminue, la répression augmente

Un rapport du Centre d'études sur les médias de l'Université Laval et de l'École des HEC indiquait qu'il n'y a «aucune preuve scientifique forte démontrant que la violence aurait augmenté depuis l'introduction de la télévision.» (Le Devoir 3-2)

Bon sujet, mauvaise étude. L'augmentation de la violence à la télévision ne fait pas nécessairement augmenter le taux de violence dans la société, mais elle fait drôlement augmenter le taux de répression policière. Ça c'est certain.

# «Bombardier bombardée!»

## La Mario Roy du Devoir

**D**ANS Le Devoir du 8 février dernier, Denise Bombardier signe une chronique dont le discours rejoint celui de Mario Roy, éditorialiste à La Presse. C'est à croire que nos deux illuminés ont concocté leurs texte ensemble.

Les «néo-bien-pensants», pour Bombardier, ce sont – outre les environnementalistes disjonctés – les inguérissables anti-guerre et anti-Bush. Des intolérants, des intégristes, des pseudo-pacifistes... violents. Ceux qui s'opposent fermement à la solution militaire font de «l'antiaméricanisme brutal». Ne croirait-on pas entendre Roy, à la différence que ce dernier remplace «brutal» par «primaire»? Bombardier écorche au passage les lecteurs du Monde diplomatique, qu'elle désigne par «la gauche tiers-mondiste, tendance chic, caviar, Blancs honteux». C'est ici Lysiane Gagnon qu'on voit en filigrane dans les propos de Bombardier: la dénonciation d'une «gauche caviar» (on comprend ici qu'il est incompatible de défendre des idées de gauche et de vivre dans le confort, comme si la gauche ne pouvait trouver de crédibilité que dans la pauvreté).

Les «néo-bien-pensants», par leur intolérance, reproduisent la tyrannie, bombarde Bombardier, la tyrannie de la pensée. Et ils oublient que les États-Unis représentent la tolérance et le «combat pour les libertés». Les étrangers qui critiquent la politique américaine sont des ingrats qui mordent la main qui les nourrit, les É.-U. étant «terre d'accueil et de refuge pour ceux-là mêmes qui la dénoncent et utilisent ces institutions pour parfois vouloir la détruire». On doit admettre avec Bombardier que les immigrants, aux É.-U., utilisent les institutions, en particulier celles qui les envoient dans les prisons ou à la table d'injection létale.

Qu'on se le tienne pour dit: désormais, celui qui critique la politique américaine ou israélienne est un intolérant, voire un intégriste, un violent, un antisémite, comme nous l'a aussi expliqué Stephen Schecter dans une lettre publiée par Le Devoir, le 25 janvier dernier, et intitulée «Le fascisme de gauche à l'UQAM et ailleurs».

On se demande pourquoi certains (Schecter, Bombardier et Roy, par exemple) considèrent la critique comme de l'intolérance et de l'intégrisme. En somme, ils font exactement ce qu'ils dénoncent: faire passer une idéologie pour la raison et rejeter le discours dissident. Le Bien et le Mal.

On pourrait dire que la boucle est bouclée, puisque tous les obsédés de la pensée unique, de Doublev à mollah afghans, en passant par les journalistes qu'ils inspirent, ont la même hantise: le Mal.

MICHELLE LOSLIER

## La guerre, s'il vous plaît...

**A** VANT chaque guerre il se trouve des intellectuels et autres gens influents pour nous expliquer sobrement que la guerre c'est vilain mais que cette fois-ci, nous n'avons pas le choix. Personne ne veut la guerre mais certains sont plus faciles à convaincre que d'autres. Certains, croirait-on, ne demandent qu'à être convaincus.

Mme Bombardier nous fait part dans Le Devoir de ses réflexions sur la guerre et ses opposants.

Saddam Hussein suspend «au-dessus de nos têtes ses menaces délirantes et mortelles», affirme-t-elle gratuitement. Le phénomène n'est pas nouveau. Pour les intellectuels établis régurgitant les communiqués à moitié digérés de la Maison Blanche, pas besoin de preuves ou de justifications.

«La guerre est le dernier recours», dit-elle, citant Jacques Chirac. Elle ajoute ensuite: «mais il arrive qu'elle soit juste, c'est-à-dire qu'elle permette de contrer l'horreur de la destruction humaine, culturelle et géopolitique.» Je suis certain que les Irakiens trouveraient édifiant l'argument voulant qu'une guerre chez eux servira la noble cause de «contrer l'horreur de la destruction humaine».

Malgré le danger imminent contre la civilisation, la chroniqueuse réussit néanmoins à garder son calme: «[...] qu'il soit compris que si la guerre contre l'Irak s'avère inéluctable, il est impératif qu'elle soit le fruit d'une décision des Nations unies et non des États-Unis.» Au Canada, nous au moins attendons la permission avant de tuer.

La chroniqueuse a aussi son opinion sur les opposants à la guerre: «Le pacifisme actuellement affiché, qui se présente comme

la seule position morale acceptable, est à nos yeux irresponsable», dit-elle.

Si la chroniqueuse avait le dixième du sérieux qu'on lui prête, elle aurait au moins eu la décence de répondre aux arguments les plus articulés des opposants à la guerre. Que dit cette «dissidence intellectuelle» américaine à laquelle elle fait une allusion flatteuse? Que dit Noam Chomsky sur l'inéluctabilité d'une guerre en Irak? Que dit Howard Zinn sur l'irresponsabilité des pacifistes? Que dit Edward Herman sur le genre d'arguments qu'elle présente dans sa chronique? Et en Grande-Bretagne, que disent John Pilger ou Robert Fisk, deux des plus grands reporters de guerre de notre époque, sur les intellectuels à cinq cennes qui nous expliquent que si la guerre «préventive» devient «inéluctable», il serait «irresponsable» de s'y opposer? Ne cherchez pas leurs arguments dans les chroniques de Mme Bombardier.

Ce qui frappe cependant au moins autant que les analogies boiteuses, les demi-vérités et les raisonnements creux, c'est le niveau moral auquel on doit être pour trouver les propos de Mme Bombardier parfaitement raisonnables et nuancés.

Imaginez-vous en train d'expliquer à vos enfants ce qu'est une guerre «préventive». S'il ne comprennent pas, faites l'analogie avec une fessée préventive. Ils comprendront immédiatement et vous trouveront plein de sagesse. Expliquez-leur aussi que si vous sentez un besoin pressant de les frapper, la fessée préventive devient «inéluctable». S'ils comprennent bien, quand ils seront grands ils écriront peut-être des chroniques dans les journaux pour expliquer ces évidences à leurs concitoyens.

JEAN-RENÉ DAVID  
jrdauid@arobas.net

## La démocratie contre elle-même

« Il y avait quelque chose d'étrange dans ce système politique qui, tout en se prétendant démocratique, ignorait systématiquement la volonté des électeurs. »

Howard Zinn

**A**U MOMENT où ce journal parviendra au lecteur, la guerre d'Irak sera vraisemblablement commencée. Revenons en arrière pour rappeler une assez extraordinaire anomalie devant cette guerre que le monde attendait parce que le gouvernement américain avait résolu d'y recourir quelles que soient les circonstances.

Le spectacle était inouï. À propos de cette guerre déjà décidée à toute force par les Américains, certains États démocratiques tenaient, sur cette question de vie ou de mort, une politique outrageusement contraire à celle de leur propre opinion publique.

Le cas le plus criant à cet égard était l'Angleterre. Où était donc passé dans ce pays le centre de gravité du pouvoir véritable? Où se trouvait le moteur réel de la volonté guerrière puisqu'il n'était pas dans la nation, puisqu'il contredisait la nation? Qu'est-ce qui s'était substitué à ce point comme pouvoir au pouvoir politique?

C'est là une vieille histoire en démocratie, sans doute, mais cette fois la manipulation était par trop manifeste: le ressort démocratique ne jouait plus. Une autre force était à l'œuvre dans l'institution. Ce n'était plus la démocratie. C'était forcément autre chose.

Considérez la significative gradation que voici, qui indiquait à chaque niveau la substitution

de l'étrange volonté des politiciens à celle du peuple: le consentement à la guerre était très peu dans l'électorat mais bien davantage dans la députation, quoique moins dans la députation qu'au cabinet, et moins encore au cabinet que chez le premier ministre, où elle était totale.

La démocratie, autrement dit, était sens dessus dessous. M. Blair, inatteignable, faisait par-dessus tout le monde le pont avec des éléments extérieurs au cabinet, à la députation, à la population... La pyramide était renversée, la démocratie déjouée.

D'un peuple qui ne veut ni la guerre ni l'injustice qu'elle comporte, le gouvernement anglais faisait arbitrairement une nation déjà en armes et déjà rendue sur les lieux du combat, carrément malgré l'opinion. En vertu de quoi donc? Par quelle obéissance à quoi? La question est inévitable et elle demande réponse.

Il ne faut pas chercher très loin la cause de cette substitution de pouvoir. Cela aussi, c'est une très vieille histoire. Mais le cas aura rarement été aussi flagrant, aussi cru. L'oligarchie sans légitimité des multinationales, cette fois les pétrolières, et l'empire américain, en haut. Le peuple anglais, en bas.

L'antidémocratie de fait sous la démocratie officielle se lisait à livre ouvert en Grande-Bretagne. Le pouvoir occulte s'était rarement trahi aussi imprudemment. Il fallait le tenir pour responsable, sans quoi on ne comprenait vraiment plus rien. L'argent se trahissait et par conséquent, d'évidence, le gouvernement, lui, trahissait.

PIERRE VADEBONCOEUR

## Vivre malade ou mourir sain

**C**HARLES LAVERNE SINGLETON, un noir maintenant âgé de 44 ans, a été condamné à mort pour meurtre en 1979, en Arkansas. En appel, l'avocat de Singleton a évoqué le diagnostic de schizophrénie paranoïde reçu par son client pour épargner la peine de mort à celui-ci, la loi interdisant d'exécuter les malades mentaux.

Le hic? Singleton, lorsqu'il est soigné par des anti-psychotiques, devient « sain d'esprit »; ses symptômes de schizophrénie disparaissent. Or une cour d'appel fédérale vient de décréter que l'Arkansas peut désormais forcer Singleton à être sous médication... et ainsi devenir assez « sain d'esprit » pour être exécuté!

Dans un rapport écrit, le juge Roger Wollman a expliqué que Singleton se trouvait devant les possibilités suivantes: médication et exécution ou psychose et emprisonnement. Pour le juge, la première solution était clairement la meilleure, du moins dans les cas, comme celui de Singleton, où la médication est « de façon générale bénéfique aux prisonniers ». Le sage juge explique: la seule conséquence non souhaitée de la prise de médicament, pour le malade mental, est de devenir passible de la peine de mort. La « seule » conséquence non souhaitée... un détail, n'est-ce pas?

Bref, on juge la personne pour les actes qu'elle a commis, mais on décide de sa sentence d'après son état de santé mentale... au moment de sa condamnation et de son exécution, non au moment où les actes ont été commis! La belle logique des bouchers.

MICHELLE LOSLIER

« Court allows Making Inmates Sane Enough for Execution », *New York Times*, 11 février 2003. (<http://www.smh.com.au/text/articles/2003/02/11/1044927598899.htm>).

## Propagande Hallal

Les États-Unis se préparent à lancer une télévision en arabe au Moyen-Orient afin de diffuser leur message de « démocratie et de tolérance » contre celui de « tyrannie, de fanatisme et de terrorisme » de Al-Jazira. Afin de prouver qu'ils ne veulent pas faire de désinformation, les Américains entendent nommer un leader de la région, Ariel Sharon, au poste de président de cette télévision...

## L'EXIL?



## De l'inutilité

Le prix de l'essence atteint des niveaux records. Les propriétaires de véhicules utilitaires sports vont devoir prendre le métro... et continuer à payer leurs monstres inutiles.

## Acte civique

Faites un geste pour court-circuiter la guerre du pétrole: brûlez votre voiture.

## In God we trust

Doublevé se prend pour la main de Dieu. On cherche encore le cerveau.

## Chasse

La chasse aux Palestiniens continue. Les dernières nouvelles rapportaient une douzaine de belles prises. Mais les chasseurs se plaignent que le gibier est de plus en plus maigre et nerveux. La chasse est-elle menacée de disparaître à plus ou moins long terme? Plusieurs spécialistes se le demandent à raison.



## Le libre-échange est une chose merveilleuse (pour les autres)

**L**A SOCIÉTÉ de développement des exportations (SDE), organisme fédéral qui finance des entreprises canadiennes, a donné beaucoup de sous à Bombardier pour l'obtention d'un contrat de construction de wagons, ce qui a permis à la multinationale québécoise de damer le pion à sa concurrente française Alstom sur ce contrat. Alstom possède les anciens Ateliers du CN de Pointe-St-Charles, où ont déjà travaillé autour de 8000 personnes. Il n'en reste aujourd'hui plus qu'une centaine; ce contrat aurait dû leur échoir. Les Ateliers agonisent. La moitié des bâtiments sont à louer. Tout ça ne contribue pas à améliorer la situation socio-économique de ce quartier de Montréal déjà durement éprouvé par de nombreuses fermetures d'entreprises.

Pour coiffer le tout, Bombardier a décidé de faire construire les wagons dans une de ses usines du Mexique...

LE COUAC DINNER



## McMilitaris

Quelques semaines après que la firme Mc Donald's eut annoncé la fermeture de 600 de ses restaurants à travers le monde, le Pentagone a annoncé que son budget augmentera de 20 milliards par année pour atteindre 500 milliards en 2010. Selon les prévisions d'un expert, à ce rythme, d'ici 10 ans tous les restaurants Mc Donald's du monde seront transformés en bases militaires américaines.

## LA SOLUTION POUR L'AFRIQUE



## Mecca cola, un marketing qui ne coûte pas cher

**L'**INVENTEUR de Mecca Cola use de son image à la fois charismatique et mystérieuse et d'un slogan polémique pour s'assurer une publicité facile.

Jusqu'à maintenant, la boisson gazeuse Mecca Cola n'a pas eu besoin de financer sa promotion pour qu'on en parle. Lancée judicieusement en France au moment du ramadan au début du mois de novembre 2002, ce Cola version musulmane propose de reverser 20% des bénéfices à des œuvres caritatives par le biais de la Fondation Mecca Cola, organisme au statut un peu flou qui serait à la fois fondation et association à but non lucratif. La moitié des subventions ainsi promises concernerait des associations palestiniennes, l'autre moitié des associations européennes oeuvrant pour la paix. L'initiateur de ce projet, un homme d'affaires inspiré par le succès du Zamzam Cola iranien, aime à citer Reporters Sans Frontières ou Emmaüs (fondé par l'Abbé Pierre) comme bénéficiaires éventuels de ces subventions, tandis que les deux organismes continuent de démentir formellement un quelconque contact avec Mecca Cola. Par son nom évoquant celui de La Mecque et par son slogan « ne buvez plus idiot, buvez engagé », cette nouvelle boisson semble surfer sur la vague de l'anti-américanisme et cela a l'air de lui réussir. Différentes saveurs sont proposées: classic, orange, tonic, menthe, café, vanille...

En quelques mois, plus de trois millions de bouteilles de 1,5 L au design proche de celui de la célèbre marque américaine ont été vendues. Seize autres millions seraient en commande, selon le quotidien français *Le Monde*. Le message semble passer de bouche à oreille, le Mecca Cola étant distribué dans des magasins de la communauté musulmane. Mais où se fabrique cette boisson qui vient s'ajouter à la trentaine de similis coca déjà existants à travers le monde? Mystère... entretenu par le charismatique auteur de la marque déposée Taoufik Mathlouthi, attirant la curiosité des médias. Nombre de journaux et de sites Internet se sont déjà penchés sur ce personnage qui a par ailleurs créé en France un magazine, deux stations de radio, quelques associations dont l'Observatoire national contre le racisme et l'antisémitisme à l'égard des Arabes et des musulmans (sic), et le Parti de la France Plurielle. T. Mathlouthi aurait par ailleurs l'intention de créer une chaîne de télévision pour les musulmans d'Europe.

ANNE SARAZIN

Ne buvez plus idiot, buvez engagé. Buvez

Mecca Cola



## Pour le bien commun

**D**ES GUERRES sont à livrer sur tous les fronts : pour faire échec à la guerre en Irak et à toutes les guerres qui ont cours. Au Québec, nous avons une guerre à livrer contre les idées rétrogrades qui nous éloignent du bien commun. Toutes les Québécoises et tous les Québécois sont conviés à cette « guerre » à laquelle vont se livrer l'ensemble des partis politiques en vue d'obtenir la victoire électorale.

### D'abord solidaires

Inquiété par la montée des idées de droite au Québec, le collectif *D'abord solidaires* s'est constitué à l'automne 2002 et a fait son *coming out* en février. Le collectif se lance dans l'arène politique, non pas comme parti mais comme groupe de réflexion et de pression politiques. L'objectif : « promouvoir la recherche du bien commun comme enjeu électoral de la prochaine campagne électorale au Québec ». Ce collectif se veut non partisan, mais précise qu'il n'est pas neutre.

C'est une démarche vers la solidarité sociale, la démocratie citoyenne dans le respect de la pluralité. Le collectif va dénoncer toutes les politiques néolibérales et patriarcales sans égard aux partis politiques ou autres institutions qui les proposent ou les mettent en application.

### Un lieu d'expérimentation

*D'abord solidaires* œuvre dans une perspective « féministe, écologiste, altermondialiste et de justice sociale ». Il propose une structure souple et non hiérarchique fondée sur l'entente consensuelle. Le collectif

d'origine, qui compte une quinzaine de personnes, encourage la formation de collectifs locaux et régionaux autonomes dans leur organisation et leurs prises de parole locales. Mais tous se rallient aux grandes orientations du noyau d'origine.

### Des choix éclairés

Cet appel pour un Québec solidaire passe par l'appui aux « luttes sociales pour le logement, le travail, la sauvegarde des villages et des rivières, pour le développement des garderies, des coopératives et des cuisines collectives ». Tous les programmes des partis politiques (PQ, PLQ, ADQ, UFP et Vert) seront passés au peigne fin. Toutes les propositions et promesses seront analysées en fonction du renforcement ou non du bien commun.

Le collectif met en place un vaste réseau de réflexion sur le sens du vote et la nécessité de voter en connaissant les tenants et aboutissants de toutes les propositions partisans de nos élus potentiels.

L'expérience est intéressante et le bilan postélectoral saura nous renseigner sur la pertinence d'une telle initiative. Un groupe de réflexion-pression est-il suffisant pour influencer la scène politique ou faut-il carrément se lancer dans l'arène au sein d'un parti politique plus progressiste? L'avenir nous le dira.

*D'abord solidaires* vous convie à grossir ses rangs et à consulter au jour le jour les documents de réflexion et d'analyse sur les partis politiques : [www.dabordsolidaires.ca](http://www.dabordsolidaires.ca)

CLÔDE DE GUISE

## Université et sécurité

**À** LA SUITE DE plusieurs altercations entre des étudiants en sciences humaines et des gardiens de sécurité, les étudiants se sont aperçus, d'une part, que le nombre d'agents de sécurité augmentait sans cesse à l'UQAM et, d'autre part, qu'il n'existe pas de code de déontologie pour ces agents qui sont appelés à jouer des rôles de plus en plus étendus. En effet, les agents de sécurité sont de plus en plus responsables de « faire le ménage » autour des pavillons de l'UQAM, chassant *squeegeeers*, drogués et tout ceux qui n'ont pas de carte UQAM en dehors du territoire de l'université. De plus, avec l'augmentation du militantisme politique à l'UQAM, le « Service de sécurité et de prévention » se croit de retour dans les belles années du FLO et a constitué des dossiers sur plusieurs des étudiants les plus actifs, en plus d'en suivre quelque-uns afin de connaître leurs habitudes.

Or, le 16 janvier dans l'après-midi, un agent a perdu son trousseau de clé lors d'une altercation entre des étudiants et la sécurité. Le trousseau contenait tous les passes de l'UQAM. La sécurité a tout de suite enclenché les mesures d'urgence : afin d'identifier des leaders et de les prendre sur le fait de n'importe quoi qui pourrait servir à retrouver les clés, la sécurité s'est mise à photographier, le soir même, un groupe d'étudiants qui tenait un *bed-in* au 2<sup>e</sup> étage du pavillon Hubert-Aquin pour peindre des murales. Les étudiants de l'après-midi n'étaient pas nécessairement ceux de la soirée. Incommodés par ce groupe de spectateurs non sollicités et désobligeants, les étudiants ont enguirlandé joyeusement les agents et leurs ont demandé de cesser leur jeu car le *bed-in* et les murales avaient été approuvés par les autorités compétentes (cet étage est d'ailleurs largement peint de murales). La situation a dégénéré et un étudiant a tenté de prendre la caméra de l'agent. Ça a tourné en baston, comme il fallait s'atten-

dre. Deux étudiants ont été menottés pendant des heures dans le bureau de la sécurité. Le chef de la sécurité voulait les échanger contre le fameux trousseau de clés. Pour protester, les murales du 2<sup>e</sup> étage se sont transformées en une centaine de graffittis.

**La sécurité a-t-elle le droit de menotter des étudiants et de les garder à vue pendant des heures ?**

Or, comme nous le disions plus haut, il n'y a pas de code de déontologie pour ces agents qui travaillent pour la compagnie Cartier. Tout au

plus ont-ils un « code d'éthique », une « procédure d'intervention ». Les règlements relatifs à la sécurité à l'UQAM demeurent très flous, définissant au minimum le rôle de ces agents, mais n'entrant pas dans les détails des interventions. Par exemple, ont-ils le droit de menotter des étudiants ? De les garder à vue pendant des heures, une fois qu'ils se sont identifiés comme étudiants de l'UQAM ? Nul ne le sait. La compagnie Cartier n'a pas plus de code de déontologie ou de procédure d'intervention. Le contraire nous aurait d'ailleurs étonnés.

Avec la recrudescence des craintes sécuritaires et la criminalisation de la protestation contre l'ordre dominant, il devient de plus en plus évident que les universités ne sont pas des havres de liberté pour la pensée critique. La présence accrue des agents de sécurité nous rappelle que la force est toujours du côté du pouvoir et que le pouvoir, ben c'est *cool* de l'exercer dans un *suit* bleu avec une grosse ceinture. Faut les voir déambuler dans les couloirs, rouler des mécaniques et jeter des sourires enjôleurs aux jolies filles.

Le dossier est à suivre...

MAGRITTE SAUVAGEAU



## Olympique

La Corée du Nord et les États-Unis sont enfin d'accord pour présenter une demande conjointe auprès du Comité International Olympique demandant l'inclusion des essais nucléaires dans la liste des sports d'été.

## Parce qu'ils le méritent bien

« L'homme fort, cow-boy au visage buriné par le temps, c'est fini ! Nos hommes ont envie d'autre chose. Beaucoup veulent prendre soin d'eux, et, tout comme nous, deviennent adeptes des produits de soins. De nouvelles gammes de produits apparaissent sur le marché, spécialement étudiés pour eux. Pour qu'enfin, ils ne nous piquent plus notre crème de jour ! » ([www.newsfam.com](http://www.newsfam.com)).

La démocratisation des produits de beauté, j'imagine que c'est ça que les universitaires appellent l'égalité des sexes.

LE CITOYEN UNTEL

## Pas pour demain Meilleures retombées pour les régions ?

**À** LA SUITE DU GRAND rendez-vous des régions tenu à l'automne 2002, une grande question est demeurée sans réponse : comment faire en sorte que les régions dites ressources du Québec puissent recevoir le maximum de retombées économiques de leurs ressources naturelles ? Plus précisément, les représentants régionaux présents à ce sommet ont demandé au gouvernement du Québec de retourner dans les régions les redevances perçues sur les ressources naturelles, notamment sur la forêt publique et le patrimoine minier et énergétique.

La forêt gaspésienne ou plutôt de ce qui en reste...



### Trop peu trop vite

La réponse du premier ministre Bernard Landry a été de mettre en place une commission d'étude sur la maximisation des retombées économiques des ressources naturelles des régions ressources du Québec qui doit faire une tournée de consultation des régions et produire son rapport d'ici le 31 mars. Cette consultation ayant été lancée juste avant la période des fêtes, les régionaux n'avaient, dans certains cas, que quelques semaines pour préparer un mémoire et se présenter devant la commission. Décidément, un exercice trop court sur une question aussi importante, ce qui met en doute les résultats à venir.

### La charrue devant les bœufs

Mais voilà que parallèlement à cette démarche, le premier ministre Landry annonce, (et le ministre des Ressources naturelles François Gendron accorde après un certain tordage de bras) que l'enquête publique, indépendante et itinérante

réclamée depuis la diffusion du film *l'Erreur Boréale*, aura lieu. Comment peut-on espérer se faire une idée juste sur les retombées de la forêt publique pour les régions si le potentiel de cette ressource, la plus importante du point de vue économique, n'est pas connu ? Ne devrait-on pas suspendre les travaux de la commission d'étude sur les retombées jusqu'à ce que cette autre enquête publique soit réalisée ?

### Quelles retombées ?

Autre constat : certaines régions comme la Gaspésie ne reçoivent aucune redevance nette de leur forêt publique parce que le gouvernement accorde aux compagnies forestières des crédits forestiers et autres avantages plus élevés que ce qui est perçu pour la matière première. En tenant compte des dépenses gouvernementales faites en Gaspésie, le gouvernement du Québec subventionne les compagnies forestières à raison de 12,50\$ le mètre cube de bois coupé en forêt publique. En termes clairs, les contribuables québécois paient les compagnies forestières pour mettre à sac la forêt publique gaspésienne.

### Bon pour Tembe, bon pour la Gaspésie ?

Mais certains commissaires nommés par le gouvernement ne voient pas la chose de la même manière. Pour eux, la Gaspésie reçoit plus en subventions que ce qu'elle donne en redevances. La logique est la suivante : ce qui est bon pour les compagnies forestières est bon pour la région. Il s'agit de la même logique que la compagnie Irving utilise depuis des décennies dans la province voisine, en affirmant que ce qui est bon pour Irving est bon pour le

Nouveau-Brunswick. Rien n'est plus faux. Le nombre de compagnies qui sont privilégiées par ces largesses diminue constamment en Gaspésie. En 2003, deux compagnies s'accapareront, à elles seules, plus de 80% des droits de coupe en forêt publique, soit le groupe GDS et le groupe Tembec-Temrex.

### Peu d'espoir de changement

J'ai participé aux audiences de cette commission en Haute-Gaspésie pour présenter des alternatives aux façons de faire actuelles. Les propositions déposées ont été appuyées par le groupe écologiste Environnement Vert Plus et le conseil régional de l'Union paysanne ainsi que par la plupart des personnes qui ont été instruites de ces recommandations.

Mais je ne m'attends à rien de cette démarche. Les compagnies forestières en Gaspésie et ailleurs ont réclamé le statu quo, soit : pas d'augmentation des redevances, le droit de transférer des crédits forestiers (des subventions) d'une région à l'autre, le droit de continuer de régner en maître sur la gestion de la forêt publique, le droit de continuer à exporter bois et copeaux à l'extérieur de la région ressource et à l'extérieur du Québec. Toutes ces demandes vont à l'encontre d'un développement durable des régions... mais un seul parti osera les contester : le Parti vert du Québec. Malheureusement la plupart des médias n'ont pas saisi l'urgence de revoir la gestion forestière, un souhait qui était pourtant exprimé clairement dans plusieurs des mémoires déposés. Le principal message véhiculé par plusieurs journalistes dans les reportages concernant ces audiences disait que la façon de maximiser les retombées en région était d'y amener des dizaines de fonctionnaires du ministère des Ressources naturelles. Désolant !

MICHEL GOUDREAU

Michel Goudreau est candidat du Parti vert du Québec pour la circonscription de Bonaventure en Gaspésie

ABONNEZ-VOUS!

[www.lecouac.org](http://www.lecouac.org)

CISM  
89,3 FM

## Corée du Nord, État voyou ?

TANDIS que l'on cherche des missiles chez Saddam, Kim Jong-il en fabrique et en exporte à loisir. Les Américains n'aiment pas risquer trop gros lorsqu'ils peuvent perdre. Ils restent donc tranquille face à la Corée du Nord.

Dans un livre où il explore les différentes facettes du pays de Kim Jong-il, Pierre Rigoulot trace un portrait de cet État que nous connaissons peu. Le portrait est synthétique à l'extrême. Par moment, on aimerait que l'auteur développe sa

pensée, qu'il nous donne des sources et des références. Mais la démonstration est tout de même difficile à mettre en doute: les souffrances de tout un peuple de 21 millions d'habitants semblent bien attestées. Et la dictature de Kim Jong-il apparaît rien de moins que délirante, ubuesque.

L'auteur, il faut le dire, est un va-t'en-guerre dans son genre. Dans *Le Figaro* du 15 février dernier, il en appelait à ne pas prendre part aux manifestations

pour la Paix, un peu partout dans le monde. Pourquoi? Notamment « parce que la chute de la dictature irakienne sera un avertissement aux apprentis sorciers nord-coréens ». Mais qu'à cela ne tienne: il y a si peu de livres de disponibles sur la Corée du Nord que l'on peut bien lire le sien.

S.B.

PIERRE RIGOLOT  
*Corée du Nord, État voyou*  
Paris, Buchet Chastel, 2002

## Passez à l'Attac !

CHEZ Mille et une nuits, donc dans une collection qui coûte trois fois rien mais qui enrichit tout de même le géant de l'armement Lagardère, on trouve deux nouveaux titres du groupe ATTAC.

Le premier (no. 42) se demande que faire du Front monétaire international et de la Banque nationale. Les premiers outils qui mènent le monde à la dérive économique sont en effet ces institutions issues de la Seconde Guerre mondiale. Est-il possible de les réformer ou vaut-il mieux les abolir?

Le second (no. 46) s'intéresse au financement des activités criminelles par le recyclage de l'argent (très) sale dans divers paradis fiscaux. L'enfer du capitalisme au paradis... À lire.

P.C.

ATTAC, *Que faire du FMI et de la Banque mondiale?*  
Paris, Mille et une nuits, 2002

ATTAC, *En finir avec la criminalité économique et financière*,  
Paris, Mille et une nuits, 2002

## Les médias enrégimentés

« LA VÉRITÉ est la première victime de la guerre », écrivait George Orwell. Depuis l'avènement des médias de masse, de la presse écrite jusqu'à la télévision et Internet, en passant par la radio, ceux-ci ont toujours été les premiers services publics réquisitionnés en cas de guerre.

La censure et la propagande sont les mamelles du contrôle de l'opinion publique, et les auteurs de *Les médias et la guerre de 1914 au World Trade Center*, retracent l'évolution de ces appendices guerriers au cours du XX<sup>e</sup> siècle.

Selon un sondage Gallup cité dans le livre, en 1991, au moment de la première guerre du Golfe, 2 % des répondants tiraient leur information des journaux, 8 % de la radio, et 89% de la télévision. L'image est donc le nerf des guerres modernes.

Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, les militaires ont censuré les images de guerre, à l'exception de la guerre du Vietnam. « Les militaires diront d'ailleurs que la guerre du Vietnam a été perdue dans les salons américains. [...] C'est pourquoi la guerre du Golfe en 1991 sera une guerre propre (du point de vue médiatique) malgré ses 200 000 morts. » La dynamique de l'information depuis les attentats du 9/11 ne fait pas exception à cette logique guerrière.

L'information n'est pas neutre: les lecteurs du *Couac* le savent déjà.

Mais quand l'avertissement vient d'un officier de l'armée canadienne, spécialiste de la propagande et



Gravure sur bois d'Erhard Schön (1500-1542)

de la censure dans les médias au service de la Défense nationale, on constate que la fameuse « objectivité » journalistique dont se gargarisent les représentants des mass médias est une illusion.

JACQUES BOUCHARD

Claude Beaugerard, Alain Canuel, Jérôme Coutard, *Les médias et la guerre de 1914 au World Trade Center*, Montréal, Éditions du Méridien, 2003

## De Bush à Bush

DEPUIS les attentats terroristes du 9/11, nous avons eu droit à une flopée de livres sur l'Islam, al Quaeda, ben Laden, l'Aghanistan, sans parler des ouvrages sur « l'effroyable théorie du complot » comme disent nos « confrères » de *La Presse*. La dernière fournée en date, il fallait s'y attendre, porte sur l'Irak. On présume que les spécialistes de l'Irak, de la Libye, de la Syrie, de la Corée du Nord, de la Colombie et du Venezuela attendent impatiemment leur tour de passer à la caisse.

*La guerre des Bush*, d'Éric Laurent fait donc partie de ce dernier arrivage sur l'Irak. L'auteur se présente comme un « grand reporter ». Il semble toutefois qu'il ait fait son grand reportage dans la presse écrite et dans d'autres ouvrages déjà publiés. Ce qui ne signifie pas que l'ouvrage soit sans intérêt. Nous pensons simplement que c'est un grand reportage qui n'a pas dû coûter cher en billets d'avion et autres frais de déplacement, à part le prix d'une connection Internet. *Les médias freaks* qui ont suivi de très près l'évolution de la politique étatsunienne depuis le 9/11, tant dans les médias qui dictent les nouvelles à l'ensemble de la presse corporatiste mondiale, tels CNN, le *Washington Post* ou le *New York Times*, que sur l'Internet (les sites de gauche étatsuniens et britanniques), n'apprendront rien qu'ils ne savaient déjà. Contrairement à ce que d'autres ont prétendu, cet ouvrage ne contient pas de scoop, c'est-à-dire de révélations inédites. Par contre, la majorité du « monde ordinaire », ceux qui ne lisent pas l'anglais, qui n'ont pas le temps de faire les recherches eux-mêmes, et dont les seules sources d'information sont les médias locaux concentrés et la télévision pro-Washington de Radio-Canada, y feront sûrement des découvertes intéressantes.

Par exemple: que Prescott Bush, le grand-père de Doublevé, était un des banquiers de Hitler; que George 1<sup>er</sup> le père a armé Satan Hussein jusqu'aux dents et l'a très fortement encouragé à attaquer l'Irak, pour faire le sale travail des États-Unis après la crise des otages. Ensuite pour mettre l'Irak hors d'état de nuire, papa Bush, ancien directeur de la CIA, et à ce titre expert patenti en coups fourrés, a tendu un piège à Satan Hussein, en lui donnant le feu vert pour attaquer le Koweït. Aujourd'hui, Doublevé détourne 400 milliards \$ US pour constituer la première armée mondiale de l'histoire de l'humanité. Quand on fait le bilan du « travail » de trois générations de Bush, on ne peut que constater que peu de familles ont autant contribué à la guerre et à la dévastation sur terre depuis trois quarts de siècle.



On y apprendra aussi que fiston Doublevé, le moron, a toujours été nul en affaires (alcool, cocaïne et petites pépés... quotient intellectuel 91). Mais grâce aux contacts de papa, il a toujours trouvé le financement nécessaire pour continuer à mener ses entreprises pétrolières peu rentables. Comme par hasard, un des milliardaires du pétrole saoudien qui l'ont soutenu depuis le début s'appelait Salim ben Laden. Et oui! le frère de l'autre. Un autre partenaire d'affaires saoudien des Bush père et fils, Kalid bin Mahfouz, (pétrole, blanchiment d'argent, scandale de la BCCI-Banque de Crédit et de Commerce International), est aussi le beau-frère d'Oussama ben Laden et le partenaire d'affaires d'Henry Kissinger (voir *Le Couac* janvier 03). La famille ben Laden, avait des intérêts — et en aurait encore — dans le Groupe Carlyle, un fonds d'investissement privé spécialisé dans les entreprises faisant affaire avec le Pentagone: avions, bateaux, armes, munitions et mercenaires en tous genres, des milliards de profits depuis le 9/11. Donc, ironie du sort, les ben Laden ont fait du fric avec leurs investissements dans Carlyle, considérée par certains comme la banque de la CIA, grâce aux actes terroristes de frère Oussama. Accessoirement, papa George Bush est sur la liste de paye de la Carlyle à titre de super-consultant et associé. Il ne cesse de s'y enrichir personnellement lui aussi, et George fils héritera de sa part du gâteau tôt ou tard.

Le livre d'Éric Laurent met en lumière les nombreux conflits d'intérêts entourant l'administration Bush-Cheney-Rumsfeld et leur entourage à propos de la guerre actuelle. Il pose aussi la question suivante: la guerre contre l'Irak est-elle une « arme de distraction massive » pour détourner l'attention de l'opinion publique des manœuvres douteuses, pour ne pas dire frauduleuses, ayant mené à l'élection de l'actuel président, du scandale Enron dans lequel Bush-Cheney sont mouillés jusqu'au cou, du krash économique causé par la faillite de l'économie *dot-com*, du déficit record et des baisses d'impôts pour les très riches? Bien que l'approche soit parfois un peu à la surface des choses, la principale caractéristique de l'ouvrage, et sans doute ce qui en fait actuellement un *best seller*, c'est justement d'être écrit sur le ton du reportage de magazine (de là sans doute l'idée de grand reportage), ce qui rend sa lecture et sa digestion faciles.

JACQUES BOUCHARD

Eric Laurent, *La guerre des Bush*, Paris, Plon, 2003

## Disques: punkifié ?

Il faut vivre enragé aujourd'hui et non pas dans le sofa du passé. Surtout dans le lit superficiel des punks de service désignés par l'industrie du divertissement. Aussi est-il essentiel de signaler au moins deux exemples indépendants et hyper dynamiques qui foncent dans le tas dès maintenant: G-7 Welcoming Committee (une étiquette éclectique de Winnipeg avec Rhythm Activism, Propagandhi, Wheakertans, I-Spy, Warsawpack, etc.) autant que la distribution collective québécoise LOCAL (Docteur Placebo, La Cage de bruits, Boulmik Foodfight, Cynical Czardas, etc.) font que, jamais, nous ne regretterons le punk de mononc et matante. Qu'on se le dise: le punk, comme tout autre truc vivant, ne se trouve pas devant vos yeux si ouverts soient-ils (dixit Pierre Thibeault)... Il faut le chercher un peu et, toujours, se méfier de la poudre aux yeux et autres brillants du glam rock! Punkifié? Jamais!!!

RAMON VITESSE

## Un journal unique

Personne ou presque ne connaît Gilles Leclerc. Solitaire, il marqua pourtant par sa plume plusieurs apprentis révolutionnaires québécois des années 1960. À l'époque, il venait de publier, à compte d'auteur, un journal dévastateur qui, tout en reprenant le vocabulaire religieux, faisait la guerre à une société figée. *Journal d'un inquisiteur* fut ainsi lu par les jeunes socialistes de la génération de *Parti pris*. On trouva même l'auteur aux côtés de textes plus radicaux, notamment du situationniste Guy Debord. Mais à vrai dire, ce Gilles Leclerc est inclassable. Il reste, aujourd'hui encore, unique dans les annales de la pensée politique au Québec. L'écriture est difficile. Parfois lourde, voire répétitive. Et pourtant, une force énorme s'en dégage.

P.C.

Gilles Leclerc, *Journal d'un inquisiteur*, Montréal, LUX Éditeur, 2002

## Reiser

Dans les années de gloire de la presse satirique française, le dessinateur Reiser était un roi. Pour bien des dessinateurs d'humour, il demeure un maître inégalé. Jean-Marc Parisis vient de consacrer une biographie au père de « Gros dégueulasse ». (chez Grasset)



## Le programme de l'ADO

Expliqué aux enfants et aux plus grands par une brochette de spécialistes, le programme de l'ADO de l'équipe Dumont-Bourque se révèle être un joli piège à cons. Au nombre des collaborateurs de cet ouvrage important, on compte notre ami Normand Bailargeon, mais aussi des spécialistes en économie (Richard Langlois, Jean Eddy Péan, Pascale Dufour, André-Pierre Contandriopoulos, etc.), en santé (Louise Rousseau, Jean-Louis Denis, Serge Côté, etc.), en « science » politique (Gérard Boismenu, Gilles Bourque, Jean-Marc Piotte).

L'ensemble du programme est scruté à la loupe. L'analyse en arrive à un résultat qui ne surprend pas et qui donne son titre à ce jour sur ce jeune et tout à la fois très vieux parti politique.

S.B.

Jean-Marc Piotte (Sous la direction de) *À droite toute!*  
*Le programme de l'ADO expliqué*, Montréal, HMH, 2003

## Expropriations controversées à Val-David dans les Laurentides

# L'affaire Guindonville

**L**A SITUATION mondiale alarmante ne doit pas nous faire oublier les conflits régionaux et les petites magouilles locales. Ce que l'on perd en importance géo-politique, on le gagne souvent en valeur pédagogique.

L'exemple qui suit illustre une brouille classique entre des citoyens qui s'estiment lésés dans leurs droits et un conseil municipal, celui du petit village de Val-David dans les Laurentides, qui veut aller de l'avant avec un projet en s'appuyant sur les lois.

Or le dossier n'est pas simple. Un «beau cas», comme disent les médecins en voyant arriver un accidenté de la route aux multiples blessures... Le Couac a donc recueilli pour vous les points de vue des différentes parties et vous les présente ici.

Le débat est le fondement même de la démocratie. Mais il implique que les gens aient accès à de l'information pertinente, comme celle présentée ici. Nous vous invitons donc à vous mêler de ce qui vous regarde et à envoyer vos commentaires à [info@lecouac.org](mailto:info@lecouac.org) ou à chacun des principaux intéressés dont l'adresse électronique figure au bas de leurs arguments.

BRUNO DUBUC

### Voici d'abord le courrier des lecteurs qui est à l'origine de cette enquête:

La mairie de Val-David envisage de détruire sept maisons à loyers modestes (150 à 300 \$/mois) au profit d'un stationnement et d'un pavillon d'accueil pour l'entrée du parc Dufresne. Le propriétaire du lieu-dit Guindonville, M. Guindon, âgé de 87 ans, a refusé de vendre (d'autant plus que la somme offerte par la municipalité, 220 000 \$, est moins que la moitié de la valeur réelle d'un tel terrain) et a donc été exproprié.

Cette décision nous paraît injuste, autant pour le propriétaire, les locataires et pour les citoyens de Val-David qui n'ont pas été informés du projet ni de l'emprunt de 501 000 \$ pour son exécution.

Il est à noter que d'autres terrains propices à un stationnement, sans habitations, étaient disponibles, pour une somme bien inférieure à l'achat de Guindonville, dont celui de M. Carignan au pied des sentiers du parc, mais la mairie s'obstine à vouloir se débarrasser, semble-t-il, d'un quartier plus modeste de Val-David.

Le processus d'expropriation suit maintenant son cours. La seule indemnité offerte aux locataires correspond à six mois de loyer gratuit [...] et les frais de déménagement. [...] Nous sollicitons la participation du public afin de préserver l'intégrité de ce village culturel en envoyant des messages de protestation à la mairie ([info@valdavid.com](mailto:info@valdavid.com)) pour exprimer votre mécontentement et demander des raisons valables du choix de Guindonville pour l'emplacement du stationnement.

Merci d'avance,  
Chloë Charce

### Le Couac a par la suite demandé à la mairie de commenter certains extraits d'articles de la journaliste Josée Boileau sur cette affaire et parus dans Le Devoir du 1<sup>er</sup> et du 4 février. Les voici:

**1)** «Le rapport, réalisé par le directeur général de Val-David, André Desjardins, établit [dans] la liste des avantages [...] débarrasse le village d'un bidonville» et «situé près de l'entrée de KM 42»

**2)** «Les avis ont été respectés [...] sauf qu'avant que les gens comprennent ce dont il était question, le temps des contestations légales était écoulé. Et le conseil municipal ne tiendra aucun compte de la pétition de 1200 noms qui suivra.»

**3)** [M. Jean-Pierre Carignan qui affirme:] «J'ai essayé pendant trois ans de vendre le terrain de ma belle-famille à la Ville [...] Puis, l'été dernier, on m'a dit non pour manque de fonds. Alors quand ils ont voté un emprunt de 500 000 pour acheter Guindonville, ça m'a un petit peu révolté!»

**4)** [M. Réjean Ross qui affirme, au sujet de son projet de camping rustique:] «La date du référendum sur le projet était fixée, mais le directeur général de la Ville avait oublié la quatrième adoption du règlement de changement de zonage. Il y a eu un vote et, à la surprise générale, quatre conseillers municipaux sur six ont voté contre.» [...] Il constate aujourd'hui avec étonnement qu'un camping rustique est prévu dans le développement du parc régional.»



### Réponse de André Desjardins, directeur général de Val-David.

**1)** Malgré que ce rapport était interne, nous avons été transparents et il n'a pas été modifié pour diffusion publique. «Situé près de l'entrée de KM 42» — comme il est situé près du parc linéaire du P'tit Train du Nord, du centre du village, des différents services hôtelier etc.

**2)** Le dossier du règlement a été approuvé par le ministère des Affaires municipales, l'ensemble des étapes d'adoption ont été respectés. Rien d'autre à rajouter. Une pétition n'a pas de valeur légale et il n'est pas dans nos intentions de décortiquer la pétition déposée.

**3)** M. Carignan dit n'importe quoi — il faut préciser que ce dernier a demandé plus de 280 000 \$, ce terrain est en grande partie en zone humide et éloigné du centre du village.

**4)** M. Ross est peut-être frustré que le Conseil n'est pas donné suite à son projet, mais la procédure d'adoption du règle-

ment de zonage demandait son adoption finale avant de passer au vote, et le Conseil n'a pas donné suite. Ce que M. Ross ne dit pas c'est que son projet soulevait bien des protestations de la part des propriétaires de ce secteur visé. [...] Pour ce qui est d'un possible camping rustique dans le parc régional, rien n'est décidé pour le moment, ce n'est qu'à l'étape d'hypothèse parmi un grand nombre de possibilité tel que la glissade, l'équitation, la randonnée, etc.

L'ensemble du dossier a toujours été clair et transparent et déposé en séance publique du conseil. Il a reçu l'aval du ministère des Affaires municipales, autant au service du financement que du service juridique, pour chacune des étapes du règlement de la municipalité. Lorsque l'on porte des accusations comme le font ces personnes, il faut être capable de les prouver, à ce jour — rien, aucune preuve n'est venue démontrer ce que ces personnes laissent entendre. Des procédures seront intentées afin de mettre à jour ces faussetés répandues par ces gens sans scrupule.

André Desjardins  
[andredesjardins@valdavid.com](mailto:andredesjardins@valdavid.com)

### Réponse de Dominic Asselin, conseiller municipal de Val-David depuis décembre dernier.

**1)** Les mots sont très mal choisis [...] il faut retenir tout de même le sens de son propos: on parle de cabanes où des gens y habitent comme locataires mais si on faisait venir un inspecteur de la régie du loyer elles seraient déclarées insalubres [...]. Un rapport d'évaluateur indique que les maisons sont évaluées en moyenne à 15 000 \$ chacune, imaginez-vous une maison qui vaut 15 000 \$... D'ici quelques années elles vont tomber à terre toutes seules.

KM 42 est un site touristique où l'on peut louer des chalets la fin de semaine ou à la semaine. Le directeur aurait pu ajouter aussi près de l'hôtel La Sapinière, près du Parc Linéaire, près de la petite Suisse (location de chalet), près de l'auberge Le Rouet, près du centre du village, ...Saisissez-vous que la situation géographique est excellente.

**2)** Oui, les avis ont été respectés, tout est légal mais cela a manqué de morale. Il est évident que nous n'en serions pas là si le projet avait cheminé avec les gens concernés mais cela ne modifie pas pour autant le résultat.

**3)** Savez-vous qui est J-P Carignan? C'est un agent immobilier. Quand il a su que le terrain faisait partie d'une analyse de site

il est passé de 90 000 \$ à 278 000 \$ et la majeure partie du terrain est répertoriée zone humide. Pour un citoyen qui ne voulait que le bien de la communauté, on repassera.

**4)** Monsieur Ross n'a absolument rien à voir avec ce dossier. Il a voulu faire un camping dans une zone résidentielle ses voisins ont refusé le changement de zonage. Ses propres voisins n'en voulait pas de son camping, la ville n'a rien à voir là-dedans. Le vote dont vous faites référence est une des façons pour arrêter les procédures pour arrêter des frais inutiles sachant que tout le monde s'opposera de toute façon au changement de zonage.

Comme beaucoup de mes concitoyens, je suis déchiré par cette conséquence mais nous n'avons pas le choix. [...] Les développeurs sont chez nous. [...] Suite aux dernières transactions il est maintenant IMPOSSIBLE de se rendre aux montagnes. [...] Il nous faut un accès sinon nous allons crever et il y aura des bungalow en briques roses jusqu'au sommet.

[...] Plusieurs sites ont été pressentis et celui de monsieur Guindon s'est imposé de lui-même. Le site est extraordinaire [et] la terre à monsieur Guindon n'est pas chère. C'est une terre avec sept cabanes qui nous coûtera 250 000 \$. Je vous rappelle que [...] nous ne sommes que 4000 citoyens les enfants y compris le budget annuel de la municipalité est de 4 000 000 \$ par an pour tous les services municipaux alors on emprunte pour sauver la peau du village mais il y a des conséquences. [...] Tout le monde a fait état des conséquences mais personne n'a parlé de l'objectif: sauver nos montagnes, notre patrimoine, notre village.

Dominic Asselin  
[domdede@sympatico.ca](mailto:domdede@sympatico.ca)

### Commentaires de Chloë Charce, Guindonvilloise et citoyenne de Val-David, à la réponse de Dominic Asselin.

**1)** Notons que le terme de «bidonville» est totalement injustifié. [...] Les petites maisons de Guindonville sont simples et rustiques, certes, mais c'est justement ce qui fait leur charme pittoresque, en harmonie avec l'esprit champêtre de Val-David. Personne ne s'en plaint, et si vous les qualifiez d'insalubres, pourquoi ne pas avoir dès le début de l'évaluation fait venir un inspecteur d'insalubrité? [...] Les «cabanes» de Guindonville sont édifiées à partir de matériaux sains tels que le bois et la pierre. [...] si elles ont tenu le coup depuis cinquante ans, elles survivront encore plusieurs années, contrairement à de nombreuses constructions récentes, préfabriquées [...].

Si la mairie considère le KM 42 comme un avantage, pourquoi ne pas avoir précisé ouvertement la proximité des autres lieux d'hébergements environnants? Ce nouveau commerce vient seulement de s'établir et a une clientèle bien restreinte par rapport à La Sapinière ou Le village suisse... [...] De plus, les terrains qui étaient à vendre (par l'ancien conseiller municipal et agent immobilier Régean Paquin) sur la rue Dusseault et de l'Aiguille offraient les mêmes avantages! Pourquoi ne pas les avoir choisis? (Pour une somme moindre que l'achat de Guindonville).

**2)** Procédures légales, mais anti-démocratiques. Comment peut-on considérer ces avis si la population n'a pas été informée de leur existence, pas même dans les médias?

**3)** [M. Carignan est] un promoteur, certes, mais il n'est pas très logique de refuser l'offre d'un terrain

vacant au profit d'un autre où se trouvent sept habitations et où il faut agir par expropriation car le propriétaire ne souhaite pas vendre! Et pour ce qui est du marécage, il est toujours moins coûteux de construire des petites passerelles de bois (les sentiers de la forêt en regorgent d'ailleurs) que de détruire des maisons et d'indemniser les locataires. Et la somme de 278 000 \$ demandée par Carignan reste inférieure à l'emprunt de 500 000 \$.

**4)** Je n'ose pas me prononcer ici, car je ne suis pas en connaissance de cause. Pour un «petit» village avec une «petite» industrie touristique, nous croyons justement que l'emprunt de 501 500 \$ s'avère une somme faramineuse pour l'édification d'un stationnement et d'un pavillon d'accueil, et qui devra être remboursée non pas par les élus, mais bien par les citoyens, qui rappelés-le, n'ont pas été informés du projet avant qu'il ne soit voté!

[...] Pour ma part, je crois plutôt que ce projet est, entre autres, un prétexte pour se débarrasser d'un quartier, et l'ambition de nos élus semble vouloir faire de Val-David un nouveau Mont-Tremblant. De plus, nous savons que l'édification d'un stationnement n'est que le début d'un processus de transformation du village: qui sera le prochain à être exproprié pour un autre projet démesuré de la sorte? Nous ne sommes pas contre l'industrie du tourisme, qui est indispensable, mais celle-ci ne doit pas s'épanouir au détriment du bien-être des citoyens. La survie du village ne dépend certainement pas d'un stationnement ou d'un accès aux montagnes (car il y en a partout), mais plutôt d'une solidarité en tant que communauté. [...]

Chloë Charce  
[cchloe@sympatico.ca](mailto:cchloe@sympatico.ca)

### Voici des extraits d'une lettre de Mme Myriam Tison, résidente de Val-Morin et épouse de M. Pierre Gougoux, alpiniste chevronné (Anapurna, Everest, etc...), qui a pris la défense des Guindonvillois par des lettres ouvertes.

[...] Plutôt que d'écouter les peurs et les freins de chacun, j'ai fait ma propre investigation pour savoir s'il y avait d'autres options à Guindonville [...], des options moins coûteuses et surtout faciles à aménager. À ma très grande surprise, aucun des propriétaires rencontrés n'a reçu d'offre de la ville [...] pour y aménager un stationnement et un chalet.

Et pourtant, au conseil de ville de Val-David, on nous affirme qu'il n'y a pas d'autres options que Guindonville. [...] Est-ce qu'un jour nous allons connaître toute la vérité sur les véritables



motifs qui poussent la ville à vouloir déboursier autant d'argent pour Guindonville? [...] À qui profite réellement cette expropriation?

[...] Quand on sait que plus de 1200 personnes ont signé une pétition pour s'opposer au projet et en plus des artistes comme Richard Séguin, Gilles Vigneault, Michel Rivard et Richard Desjardins endossent la cause. Quelle démocratie viendra à bout de faire comprendre aux élus que Guindonville n'est pas l'option favorable?

Il y a d'autres options mais la ville n'a fait aucune offre. Une chose est certaine, c'est que la Loi du silence à Val-David est au cœur du débat et [s'applique au] pouvoir que certaines personnes s'approprient à la municipalité de Val-David.

Myriam Tison